

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0A1 / Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet CONTROL-INDICATOR	
Solicitation No. - N° de l'invitation W8482-146174/A	Date 2014-03-20
Client Reference No. - N° de référence du client W8482-146174	
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$QF-108-24388	
File No. - N° de dossier 108qf.W8482-146174	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2014-05-02	Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Martyn, Melanie	Buyer Id - Id de l'acheteur 108qf
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-0180 ()	FAX No. - N° de FAX (819) 956-5650
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: DEPARTMENT OF NATIONAL DEFENCE MAIN SUPPLY BLDG RECEIPTS OFF. D206 HMC DOCKYARD HALIFAX Nova Scotia B3K5X5 Canada	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Electronics, Simulators and Defence Systems Div.
/Division des systèmes électroniques et des systèmes de
simulation et de défense
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
8C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Destination	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	NSN - NNO: 6605-21-902-9138 CONTROL-INDICATOR DENOMINATION: APPAREIL DE COMMANDE/REGULATION/ VISUALISATION NSCM/CAGE - COF/CAGE: 09708 Part No. - N° de la partie: 213038	W0100	W010B	3	Each	\$	\$		See Herein	

Contrôles d'indicateurs

Table des matières

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1. Exigence de sécurité
2. Exigence
3. Avis de communication
4. Débriefings

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS ENCHÉRISEUR

1. Instructions, clauses et conditions
2. Présentation des offres
3. Demandes de renseignements - demande de soumissions
4. lois applicables

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION

1. Instructions pour la préparation des enchères

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

1. Dispositions d'intégrité - Informations associées
2. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Offrez-Certification

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT

1. Exigence de sécurité
2. Exigence
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée du contrat
5. Autorités
6. Paiement
7. Instructions pour la facturation
8. lois applicables
9. De priorité des documents
10. Contrat de défense
11. Inspection de livraison et l'acceptation

Liste des annexes: Annexe 1 - Prix

PARTIE 1 - INSTRUCTIONS GENERALES

1. Exigence de sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité associé à l'exigence

2. Exigence

Le ministère de la Défense nationale a un besoin de se procurer une quantité de trois (3) Contrôle de l'indicateur en conformité avec les exigences de l'annexe 1 ci-jointe.

2.1. Produits de substitution - Échantillons (ministère de la Défense nationale)

Si le soumissionnaire propose un produit de substitution, le Canada se réserve le droit de demander un échantillon du Soumissionnaire afin de déterminer son équivalence en forme, l'ajustement, la fonction, la qualité et la performance de l'élément spécifié dans la demande de soumissions.

Le soumissionnaire doit, sur demande de l'autorité contractante, fournir un échantillon à l'autorité technique, frais de transport prépayés, et sans frais pour le Canada, dans les cinq (5) jours calendaires à compter de la date de la demande. L'échantillon présenté par le soumissionnaire restera la propriété du Canada et ne seront pas considérés comme faisant partie des livrables dans tout contrat subséquent. Si l'échantillon ne satisfait pas aux exigences de la demande de soumissions ou le soumissionnaire ne se conforme pas à la demande de l'autorité contractante, l'offre sera déclarée non recevable.

2.2. Produits équivalents

1. Les produits équivalents de forme, d', la fonction et la qualité de l'article (s) dans la demande de soumissions seront examinées où le soumissionnaire :
désigne le nom de la marque, le modèle et / ou numéro de partie du produit de substitution ;
indique que le produit de remplacement est entièrement interchangeable avec l'élément spécifié ;

présente les spécifications complètes et les imprimés descriptifs pour chaque produit de remplacement ;

fournit une déclaration de conformité comprenant des caractéristiques techniques montrant le produit de remplacement répond à tous les critères obligatoires de rendement spécifiés dans la demande de soumissions , et

identifie clairement les domaines dans le cahier des charges et les documents descriptifs qui soutiennent la conformité du produit de substitution à tous les critères de rendement obligatoires .

2 . Les produits proposés comme équivalents dans la forme, ajustement, la fonction et la qualité ne seront pas prises en considération si :

l'offre ne parvient pas à fournir toutes les informations demandées pour permettre à l'autorité contractante d'évaluer pleinement l'équivalence de chaque produit de remplacement , ou le produit de remplacement ne répond pas ou dépasser les critères de rendement obligatoires précisés dans la demande de soumissions pour cet article.

3 . Dans le cadre de son évaluation des soumissions , le Canada peut , sans toutefois y être obligé, demander aux soumissionnaires qui offrent un produit de substitution de démontrer , à la seule coût des soumissionnaires , que le produit de remplacement est équivalent à l'élément spécifié dans la demande de soumissions

3. Avis de communication

Par courtoisie, le gouvernement du Canada demande que les soumissionnaires retenus d'aviser l'autorité contractante à l'avance de leur intention de rendre public une annonce relative à l'attribution d'un contrat.

4. Débriefings

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu sur les résultats du processus de demande de soumissions. Soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être faite par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS ENCHÉRISEUR

1. Instructions, clauses et conditions

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, la date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et Conditions Manuel acquisition de Standard (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-eng . jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et conditions de la demande de soumissions et acceptent les clauses et conditions du contrat qui en résulte.

Les 2003 (01/03/2014) Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels, sont intégrés par renvoi et font partie intégrante de la demande de soumissions.

2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) Unité de réception par la date, l'heure et au lieu indiqués à la page 1 de la demande de soumissions .

En raison de la nature de la demande de soumissions , les soumissions transmises par télécopieur à TPSGC ne seront pas acceptées .

3. Demandes de renseignements - demande de soumissions

Toutes les demandes doivent être soumises par écrit à l'autorité contractante au plus tard cinq (5) jours calendaires avant la date de clôture des soumissions. Demandes de renseignements reçues après cette date ne peuvent pas répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible l'élément numéroté de la demande de soumissions auquel se rapporte la question . Il faut prendre soin par les soumissionnaires pour chaque question de manière suffisamment détaillée pour permettre au Canada de fournir une réponse précise . Enquêtes techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention «exclusif » à chaque article pertinent. Les éléments identifiés comme «propriétaire» seront traités comme tels sauf le Canada détermine que l'enquête n'est pas de nature exclusive . Le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire , de sorte que le caractère exclusif de la question est éliminé , et l'enquête peut être répondu avec copies à tous les soumissionnaires . Demandes pas soumis sous une forme qui peut être distribué à tous les soumissionnaires ne peuvent pas être répondu par le Canada.

4. Lois Applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi les relations entre les parties seront déterminées par les lois en vigueur en Ontario.

Les soumissionnaires peuvent, à leur discrétion, les lois applicables d'une province ou du territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les lois applicables indiquées sont acceptables pour les soumissionnaires.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION

1. Instructions pour la préparation des enchères

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-dessous dans la préparation de leur offre :

- (a) utiliser 8,5 x 11 pouces (216 mm x 279 mm) ;
- (b) utiliser un système de numérotation correspondant à la demande de soumissions .

En Avril 2006, le Canada a approuvé une politique ministères et organismes fédéraux à prendre les mesures nécessaires pour intégrer les considérations environnementales dans la politique de passation des marchés d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-eng.html>) . Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs , les soumissionnaires doivent:

- 1) utiliser 8,5 x 11 pouces (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées comme provenant d'une forêt gérées durablement et contenant moins de matières recyclées de 30%, et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement , y compris l'impression en noir et blanc au lieu de l'impression couleur , impression recto-verso / recto-verso , en utilisant des agrafes ou au lieu de cerlox , classeurs à attaches ou des liants.

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

1. Procédures d'évaluation

Une offre doit respecter les exigences de l'appel d'offres , y compris en fournissant les certifications appropriées conformément à la partie 5 pour être déclarée recevable . La soumission recevable ayant le prix évalué le plus bas sera recommandée pour l'attribution d'un contrat.

1.2. Evaluation Financière

Le prix de l'offre sera évaluée comme suit :

- (a) les soumissionnaires établis au Canada doivent proposer des prix fermes , les droits de douane canadiens et la taxe d'accise inclus , et les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) exclue.
- (b) les soumissionnaires établis à l'étranger doivent proposer des prix fermes , les droits de

douane canadiens , les taxes d'accise et de la TPS ou la TVH exclus . Droits de douanes canadiens et les taxes d'accise payables par le Canada seront ajoutés , uniquement à des fins d'évaluation , aux prix présentés par les soumissionnaires établis à l'étranger .

Sauf lorsque la demande de soumissions précise que les soumissions doivent être présentées en dollars canadiens , les soumissions présentées en devises sont convertis en dollars canadiens à des fins d'évaluation . Le taux par la Banque du Canada en vigueur à la date de clôture de l' appel d'offres , ou à une autre date précisée dans la demande de soumissions , sera appliquée comme un facteur de conversion pour les soumissions présentées en devises étrangères.

Les soumissions seront évaluées sur une FAB destination (DDP) de base .

Aux fins de la demande de soumissions , les soumissionnaires qui ont une adresse au Canada sont considérés comme soumissionnaires établis au Canada et soumissionnaires qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme soumissionnaires établis à l'étranger.

1.3. Fluctuation des taux de change

L'obligation ne prévoit pas de protection contre les fluctuations des taux de change. Toute demande de taux de change de protection de fluctuation ne sera pas considérée et rendra la soumission non recevable.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission, mais peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et de fournir le soumissionnaire avec un cadre à l'intérieur duquel satisfaire à l'exigence. Le défaut de se conformer à la demande de l'autorité contractante et répondre à l'exigence dans cette période de temps rendra la soumission non recevable.

1. Dispositions d'intégrité - Informations associées

En présentant une soumission , le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés sont en le respect des dispositions énoncées à l' article 01 des dispositions d'intégrité - Offre d' Instructions uniformisées 2003 . Les informations associées requises dans les dispositions d'intégrité aidera le Canada à confirmer que les certifications sont vraies.

2. Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Offrez-Certification

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et l'un des Soumissionnaire membres si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé sur les contrats fédéraux Programme (FCP) pour l'équité en matière d'emploi " FCP limitée admissibilité à soumissionner " liste

(http://www.labour.gc.ca/eng/standards_equity/eq/emp/fcp/list/inelig.shtml) disponible de l'Emploi et Développement social Canada (CESD) - le site de travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre du Soumissionnaire si le soumissionnaire est une coentreprise, apparaît sur "l' FCP limitée admissibilité à Liste des enchères " au moment de l'attribution du marché.

PARTIE 6 - CLAUSES DU CONTRAT

1. Exigence de sécurité

Il n'y a aucune exigence de sécurité associé à l'exigence.

2. Exigence

Le ministère de la Défense nationale a un besoin de se procurer une quantité de trois (3) Contrôle de l'indicateur en conformité avec les exigences de l'annexe 1 ci-jointe.

3. Instructions, clauses et conditions

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, la date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et Conditions Manuel acquisition de Standard (<http://ccua-sacc.tpsgc-pwgsc.gc.ca/pub/acho-eng.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

3.1. Conditions Générales

2010A (01/03/2014) Conditions générales - biens (complexité moyenne), s'applique à et font partie du contrat.

4. Durée du contrat

4.1. Date de livraison

Bien que la livraison est demandée dès que possible, la meilleure prestation qui peut être offert est _____. (Entrée soumissionnaire nécessaire).

4.2. Livraison accélérée

Tous les efforts seront déployés pour améliorer la prestation sans aucun coût supplémentaire pour Sa Majesté.

5. Autorités

5.1. Autorité contractante

Le nom de l'autorité contractante est:

Melanie Martyn, spécialiste de l'approvisionnement
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Electronique, division Systèmes de Défense et simulateurs
Place du Portage, Phase III
11, rue Laurier, Gatineau, Québec
Canada K1A 0S5
Téléphone: 819-956-0180
Télécopieur: 819-956-5650
E-Mail: melanie.martyn @ pwgsc.gc.ca

Le pouvoir adjudicateur (CA) est responsable de la gestion du contrat et toute modification du contrat doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer des travaux de plus de ou en dehors de la portée du contrat sur la base de demandes verbales ou écrites ou des instructions de toute personne autre que l'autorité contractante.

5.2. Autorité des marchés

Le responsable des achats pour le contrat est :

Attention : à déterminer
Téléphone: TBD
Télécopieur: TBD
E -mail : TBD

Le responsable des achats (PA) est le représentant du ministère ou organisme pour lequel

les travaux sont exécutés en vertu du contrat . L'autorité de l'approvisionnement est responsable de la mise en œuvre des outils et des processus nécessaires à la gestion du contrat . L'entrepreneur peut discuter de questions administratives identifiées dans le contrat avec l'Autorité des marchés mais l'Autorité des marchés n'a pas le pouvoir d'autoriser des modifications à la portée des travaux . Modifications du périmètre de travail ne peuvent être faites par une modification au contrat émise par l' autorité contractante.

5.3. Responsable Technique

Le responsable technique pour le contrat est:

Attention : à déterminer

Téléphone: TBD

Télécopieur: TBD

E -mail : TBD

L'Autorité technique (TA) nommé ci-dessus est le représentant du ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat et est responsable de toutes les questions concernant le contenu technique des travaux prévus dans le contrat . Questions techniques peuvent être discuté avec le responsable technique , mais le responsable technique n'a pas le pouvoir d'autoriser des modifications à la portée des travaux . Les modifications apportées à la portée des travaux ne peuvent être effectués par une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

5.4 . Fournisseur Contact(s)

Nom et les coordonnées de la personne responsable :

Renseignements généraux : Nom: _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

E -mail : _____

Livraison suivi : Nom : _____

Téléphone: _____

Télécopieur: _____

E -mail : _____

6. Paiement

6.1. Base de paiement - prix ferme , prix ferme(s) de l'unité ou prix de lot ferme(s)

En contrepartie de l' exécution satisfaisante de toutes ses obligations en vertu du contrat , l' entrepreneur sera payé un prix ferme de \$ TBD . Droits de douane sont inclus les produits et services (TPS) ou la taxe de vente harmonisée (TVH) est en sus, le cas échéant.

6.2. Limite de prix

Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement , modification ou interprétation des travaux de conception , à moins qu'ils n'aient été approuvés , par écrit , par l' autorité contractante avant d' être intégrés aux travaux .

6.3. Paiement Unique

Le Canada paiera l' entrepreneur à la fin et la livraison des travaux conformément aux dispositions de paiement du contrat si:

- a) une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues dans le contrat ;
- b) tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c) les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

6.4. Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

Sauf indication contraire dans le contrat , le prix comprend aucun montant pour toutes les ventes taxe d'accise , d'État ou locales ou fédérales taxe d'utilisation , ou toute autre taxe de même nature , ou tout impôt canadien que ce soit . Le prix , cependant, toutes les autres taxes . Si les travaux sont normalement assujettis à la taxe d'accise fédérale , le Canada , sur demande , fournira à l'entrepreneur un certificat d'exemption de ladite taxe fédérale d'accise sous la forme prescrite par les règlements fédéraux .

Le Canada fournira la preuve de l'entrepreneur de l'exportation qui peuvent être demandées par les autorités fiscales . Si , à la suite de l'échec du Canada à le faire , l'entrepreneur doit payer la taxe d'accise fédérale , le Canada remboursera à l' entrepreneur, s'il prend des mesures telles que le Canada peut exiger de récupérer tout paiement effectué par l'entrepreneur . L'entrepreneur doit rembourser au Canada tout montant ainsi récupéré .

6.5. Priorité Note - Entrepreneurs base - États-Unis

Le Canada est un participant dans les États-Unis priorités de défense et les attributions et le présent contrat de défense peut porter une cote de priorité . Les priorités de la Défense et des attributions de la direction, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada , doit informer l'entrepreneur quant à la cote de priorité pertinente dans les soixante (60) jours de la date du contrat .

OU

Priorité Note - entrepreneurs établis au Canada

1.Le contrat concerne une exigence de la défense canadienne et est admissible à attribuer une " US Note de priorité " pour tout matériel / services importés des États-Unis qui peuvent être nécessaires à l'exécution des travaux ainsi . En conséquence , l'entrepreneur doit :

1. Faire une demande pour les priorités de la Défense et des attributions , Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) , soit par e -mail à : ACQB priorités de la Défense - DGA Priorits dedfense ; ou par télécopieur : 819-956-1459 , et inclure cette clause dans la sous-traitance avec des entrepreneurs établis au Canada, et y indiquer le numéro de contrat de TPSGC est indiqué dans le contrat .

2.Failure de se conformer à ce qui précède peut avoir une incidence sur les engagements de livraison de l'entrepreneur . Par conséquent , l'entrepreneur est responsable de toute violation du contrat qui résulte d'un tel échec.

6.6. Assurance

L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance est nécessaire pour s'acquitter de son obligation en vertu du contrat et pour assurer la conformité aux lois applicables . Toute assurance souscrite ou maintenue par l'entrepreneur , à ses frais et pour son propre bénéfice et de protection. Il ne libère pas l'entrepreneur de sa responsabilité ou de réduire en vertu du contrat .

7. Instructions pour la facturation

L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'article intitulé «Présentation des factures» des conditions générales. Les factures ne peuvent pas être soumises avant que les travaux identifiés sur la facture est terminée. Les factures doivent être répartis comme suit: (a) La facture originale et deux (2) copies doivent être envoyées à l'adresse suivante pour attestation et paiement. Attention: à déterminer Ministère de la Défense nationale Siège de la Défense nationale 101, promenade Colonel By Ottawa, Ontario K1A 0K2 Canada (b) Une (1) copie doit être

transmise à l'autorité contractante désignée en vertu de la Partie 6 - Clauses du contrat, l'article 5.1.

8. Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi les relations entre les parties seront déterminées par les lois en vigueur en Ontario.

9. De priorité des documents

Si il ya une divergence entre le libellé des textes qui apparaissent sur la liste, le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus sur la liste. (a) des Statuts; (b) 2010A (01/03/2014) Conditions générales - biens (complexité moyenne); (c) Annexe 1 - Prix; (d) la soumission de l'entrepreneur datée: à déterminer.

10. Contrat de défense

Le contrat est un contrat de défense au sens de la Loi sur la production de défense, LRC 1985, c. D-1, et doit agir en conséquence. Titre de l'ouvrage ou à des matériaux, pièces, travaux en cours ou travaux achevés doit appartenir au Canada libre et quitte de toute réclamation, privilège, saisie, charge ou servitude. Canada a le droit, à tout moment, de transférer, vendre ou céder des travaux ou de toute partie des travaux conformément à l'article 20 de la Loi sur la production de défense.

11. Livraison, inspection et acceptation

11.1. Instructions d'expédition - livraison à destination

Biens doivent être expédiés à la destination spécifiée dans le contrat et livrés: Rendu droits acquittés (DDP), BFC Halifax, les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial. commandant de formation HMC Dockyard Bldg D-206, porte 1 à 13 Halifax, NS, B3K 5X5 Canada Sauf indication contraire, la livraison doit être effectuée par les moyens les plus économiques. L'entrepreneur est responsable de tous les frais de livraison, l'administration, les coûts et les risques de transport et de dédouanement, y compris le paiement des droits de douane et les taxes.

11.2. Condition du matériel

Le matériel fourni doit être neuf et conforme à la dernière version du dessin, de la spécification et / ou le numéro de la pièce qui est en vigueur à la date de clôture de l'appel d'offres.

11.3. Marchandises Excédentaires

La quantité de marchandises à livrer par l'entrepreneur est spécifié dans le contrat. Le contractant demeure responsable pour tout envoi en sus de cette quantité si la quantité excédentaire est expédié volontairement ou à la suite d'une erreur de l'entrepreneur. Canada ne fera aucun

paiement à l'entrepreneur pour les marchandises expédiées au-delà de la quantité spécifiée. Canada ne reviendra pas lesdites marchandises à l'entrepreneur si l'entrepreneur s'engage à payer tous les frais liés au retour, y compris mais sans s'y limiter les frais administratifs, les frais d'expédition et de manutention. Canada aura le droit de déduire ces coûts de toute facture présentée par l'entrepreneur.

11.4 . ISO 9001:2008 Systèmes de management de la qualité - Exigences (Assurance Qualité code Q)

En exécution des travaux décrits dans le contrat , l'entrepreneur doit se conformer aux exigences de :

ISO 9001:2008 - Systèmes qualité - Exigences de gestion , publié par l'Organisation internationale de normalisation (ISO) , édition courante à la date de présentation de la soumission de l'entrepreneur.

Il n'est pas prévu que l'entrepreneur est enregistré à la norme ISO 9001 , mais , gestion de la qualité du système de l' entrepreneur doit répondre à toutes les exigences prévues à la portée des travaux . Seuls les exclusions conformément à la clause 1.2 de la norme ISO 9001 sont acceptables.

Aide à l'assurance de la qualité (AOQ)

L'entrepreneur doit fournir le représentant de l'assurance qualité (RAQ) les locaux et les installations nécessaires pour l'exécution correcte de l'AOQ et doit fournir toute l'assistance nécessaire par le RAQ pour l'évaluation , la vérification , la validation , la documentation ou la libération des produits.

Le RAQ doit avoir le droit d'accéder à n'importe quelle zone de l' entrepreneur ou par les installations de sous-traitants où une partie des travaux est effectuée. Le RAQ doit possibilité, sans restriction d'évaluer et de vérifier l'entrepreneur se conforme aux procédures du système de qualité et de valider la conformité du produit avec les exigences du contrat . L'entrepreneur doit mettre à la disposition pour un usage raisonnable par le QAR de l'équipement nécessaire pour les fins de validation. Personnel de l'entrepreneur doivent être mis à disposition pour le fonctionnement d'un tel équipement si nécessaire.

Lorsque le RAQ estime que l'AOQ est nécessaire chez un sous-traitant , l'entrepreneur doit fournir à cet effet dans le document d'achat et fournir des copies au RAQ, accompagnées de données techniques pertinentes telles que le RAQ peut demander.

L'entrepreneur doit aviser le RAQ produit non conforme reçu à partir d'un sous-traitant lorsque le produit a été soumis à l'AOQ.

Pour la conception, le développement ou la maintenance de logiciels , l'entrepreneur doit interpréter les exigences de la norme ISO 9001:2008 «Systèmes de management de la qualité - Exigences » , selon les lignes directrices de la dernière édition (à la date du contrat) de l'ISO / CEI 90003:2004 " ingénierie du logiciel - Lignes directrices pour l' application de l'ISO 9001:2000 aux logiciels informatiques " .

11.5. Qualité Assurance Authority (ministère de la Défense nationale) - sur la base canadienne - entrepreneur

Tous les travaux sont assujettis à l'assurance officielle de la qualité effectué à l' entrepreneur ou par l'installation de sous-traitant , et sur le site de l'installation , par le directeur de l'assurance qualité , ou son représentant de l'assurance de la qualité désigné (QAR) .

Directeur de l'assurance qualité
Siège de la Défense nationale
Mgén George R. Pearkes
101 , promenade Colonel By
Ottawa , ON K1A 0K2

E -mail: ContractAdmin.DQA@forces.gc.ca

Dans les quarante- huit (48) heures suivant l'attribution du contrat , l'entrepreneur doit communiquer avec le RAQ . Le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du RAQ peuvent être obtenues à partir de la plus proche national de la qualité de la défense Région de l'assurance (RAQDN) ci-dessous:

Atlantique - Halifax 902-427-7224 ou 902-427-7150
Québec - Montréal 514-732-4410 ou 514-732-4477
Québec - Québec 418-694-5998 , ext. 5996
Région de la capitale nationale - Ottawa 613-996-1827
Ontario - Toronto 416-635-4404 , ext. 6081 ou 2754
Ontario - London 519-964-5757
Manitoba / Saskatchewan - Winnipeg 204-833-2500 , ext. 6574
Alberta - Calgary 403-410-2320 , ext. 3830
Alberta - Edmonton 780-973-4011 , ext. 2276
Colombie-Britannique - Vancouver 604-225-2520 , ext. 2460
Colombie-Britannique - Victoria 250-363-5662

L'entrepreneur est responsable de l'exécution , ou faire effectuer toutes les inspections et essais nécessaires pour confirmer que le matériel ou les services fournis sont conformes aux exigences du contrat .

L'entrepreneur doit fournir , sans frais supplémentaires , toutes les données d'essai pertinentes, toutes les données techniques , échantillons et pièces qui peuvent être raisonnablement exigées par le RAQ pour vérifier la conformité aux exigences du contrat essai . L'entrepreneur doit expédier, à ses frais les données techniques , données d'essais, les éprouvettes et les échantillons à l'endroit indiqué par le RAQ.

Les registres de contrôle de la qualité , d'inspection et de test que de la conformité aux exigences spécifiées, les registres des mesures correctives doivent être conservés par l'entrepreneur pendant trois (3) ans à compter de la date d'achèvement ou la résiliation du contrat et doivent être mis à la disposition QAR sur demande .

OU

Qualité Assurance Authority (ministère de la Défense nationale) - établi à l'étranger et aux États-Unis entrepreneur

Tous les travaux sont assujettis à l'assurance officielle de la qualité effectué à l' entrepreneur ou par l'installation de sous-traitant , et sur ☐ ☐ le site de l'installation , par le directeur de l'assurance qualité , ou son représentant de l'assurance de la qualité désigné (QAR) .

Directeur de l'assurance qualité
Siège de la Défense nationale
Major-général George R. Pearkes
101 , promenade Colonel By
Ottawa , ON K1A 0K2
E -mail : ContractAdmin.DQA @ forces.gc.ca

Si l'entrepreneur n'a pas été contacté par le RAQ qui effectue l'AOQ des installations ou de la zone de l'entrepreneur dans les quarante- cinq (45) jours ouvrables suivant la date d'attribution du contrat, l'entrepreneur doit aviser l'autorité contractante .

En l'absence de dispositions officielles pour AQG ont été conclus , le ministère de la Défense nationale se chargera des services de l'AOQ être menées par une autorité national d'assurance qualité acceptable pour le directeur de l'assurance qualité . Si les services de l'AOQ doivent être fournis sur une base de recouvrement des coûts , les coûts pour les services doivent être attribués au contrat et être évacués par facturation séparée .

L'entrepreneur est responsable de l'exécution , ou faire effectuer toutes les inspections et essais nécessaires pour confirmer que le matériel ou les services fournis sont conformes aux exigences du contrat .

L'entrepreneur doit fournir , sans frais supplémentaires , toutes les données d'essai pertinentes, toutes les données techniques , échantillons et pièces qui peuvent être raisonnablement exigées par

le RAQ pour vérifier la conformité aux exigences du contrat essai . L'entrepreneur doit expédier, à ses frais les données techniques , données d'essais, les éprouvettes et les échantillons à l'endroit indiqué par le RAQ.

Les registres de contrôle de la qualité , d'inspection et de test que de la conformité aux exigences spécifiées, les registres des mesures correctives doivent être conservés par l'entrepreneur pendant trois (3) ans à compter de la date d'achèvement ou la résiliation du contrat et doivent être mis à la disposition QAR sur demande .

11.6 . Documents de sortie (ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi à l'étranger

Matériel doit être libéré pour expédition au moyen d' un certificat de conformité conformément à l' OTAN STANAG 4107 qui doit être préparé par l'entrepreneur .

OU

Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - Etats-Unis entrepreneur établi

Matériel doit être libéré pour expédition au moyen d' un formulaire DD 250 , Material Inspection and Receiving Report , ou un document de sortie contenant les mêmes informations et acceptable pour le représentant de l'assurance de la qualité. L'entrepreneur doit préparer le document (s) de libération .

OU

Documents de sortie (Ministère de la Défense nationale) - entrepreneur établi au Canada

Sauf indication contraire par le ministère de la Défense nationale (MDN) responsable de la qualité de la signature du représentant de l'assurance qualité du MDN sur le document de mainlevée n'est pas nécessaire.

Matériel doit être libéré pour expédition au moyen de formulaire CF 1280 du MDN, Certificat de sortie , d'inspection et d'acceptation , ou d'un document de sortie contenant les mêmes informations . L'entrepreneur doit préparer le document(s) de libération .

Pour le retour de réparation et de révision sensible à la mise à niveau du système d'approvisionnement des Forces canadiennes , l'utilisation forme MDN 2227/DND 2228 en lieu et place de la forme CF 1280 du MDN .

11.7. Documents de sortie - distribution

L'entrepreneur doit préparer les documents de sortie dans un format électronique courant et les distribuer comme suit: Un (1) exemplaire par la poste au destinataire la mention: «Attention: agent de réception»; Deux (2) copies avec envoi (dans une enveloppe étanche à l'eau) au destinataire; Une (1) copie à l'autorité contractante; Un (1) exemplaire au: Siège de la Défense nationale Mgén George R. Pearkes 101, promenade Colonel By Ottawa, ON K1A 0K2 Attention: à déterminer Un (1) exemplaire au représentant de l'assurance de la qualité; Une (1) copie à l'entrepreneur, et Pour tous les entrepreneurs non-canadiens, un (1) exemplaire au: DAQ / Administration des contrats Siège de la Défense nationale Mgén George R. Pearkes 101, promenade Colonel By Ottawa, ON K1A 0K2 E-mail: ContractAdmin.DQA @ forces.gc.ca.

11.8. Préparation pour la livraison

L'entrepreneur doit préparer les objets à la livraison conformément à la dernière édition des Forces canadiennes Conditionnement D-LM-008-036/SF-000, Exigences minimales pour le MDN Pack Standard du fabricant.

11.9. Marquage

L'entrepreneur doit s'assurer que le nom du fabricant et la référence sont clairement estampillés ou gravés sur chaque article à des fins d'identification positifs .

11.10. Étiquetage

L'entrepreneur doit veiller à ce que semblent le nombre de spécifications du fabricant et sur chaque article , imprimé sur le récipient ou sur une étiquette adhésive de la plus haute norme commerciale apposée sur le contenant .

11.11. assemblées incomplète

L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles incomplets si l'autorisation pour une telle expédition a été obtenu avant de l'autorité contractante .

11.12. Inspection et acceptation

Le responsable technique est responsable de l'inspection . Tous les rapports , produits livrables , des documents, des biens et des services fournis en vertu du contrat sont soumis à une inspection par l'Autorité des inspections ou représentant . Si tout rapport , document, produit ou service n'est pas en conformité avec les exigences de l'énoncé des travaux et à la satisfaction de l'Autorité d'inspection , tel que présenté, le responsable de l'inspection aura le droit de rejeter ou d'en demander la correction , à la seule frais de l'entrepreneur avant de recommander le paiement .

Annexe 1 - Prix**(Entrée soumissionnaire requis)**

Tous les prix figurant dans ce document sont fournis dans la devise suivante _____.

En contrepartie de la performance satisfaisante de l'entrepreneur de ses obligations en vertu de ce contrat, l'entrepreneur sera payé un prix fixe ferme comme indiqué ci-dessous. TPS / TVH en sus, le cas échéant.

<u>Article</u>	<u>Description</u>	<u>Quantité</u>	<u>Emission Unitaire</u>	<u>Prix Unitaire Hors TPS / TVH</u>	<u>Prix Prolongé Hors TPS / TVH</u>
1	Contrôle indicateur N6605-21-90 29138 PN 213038	3	chaque		